COMMUNE DE GONFREVILLE L'ORCHER

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

# BUDGET 2025

La présente note de présentation a été établie conformément aux articles L.2312-1 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit l'organisation d'un Débat sur les Orientations Budgétaires dans les deux mois qui précèdent l'examen et le vote du Budget Primitif.

Le Débat d'Orientations Budgétaires est une étape importante dans le cycle budgétaire annuel des collectivités locales. Il permet de :

- Discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif ;
- Être informé sur l'évolution de la situation financière de la collectivité ;
- Permettre aux élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la Commune de Gonfreville l'Orcher ;
- Présenter les projets pour l'année 2025 et leurs répercussions sur le budget.

Pour rappel, les finances de la ville sont organisées en un budget principal et un budget annexe des transports.

# LE CONTEXTE DE LA PRÉPARATION BUDGÉTAIRE 2025

## Le contexte national

1) Les chiffres clés

**Inflation :** les différentes prévisions et notamment celles de la Banque de France convergent vers une inflation qui devrait avoisiner les 2,4 % en 2024 avant de refluer aux alentours de 2 % en 2025, sous l'effet du recul des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

**Croissance :** qui s'établirait à 1,1 % en 2024 selon la Banque de France, elle devrait avoisiner 0,9 % en 2025.

**Taux d'intérêt :** la diminution constatée depuis quelques mois, en lien notamment avec la baisse des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne intervenue en juin 2024 (- 0,25 %) puis en septembre 2024 (- 0,25 %), devrait se poursuivre en 2025.

Ces différentes projections sont toutefois soumises à de nombreux aléas tant au niveau externe (risques géopolitiques) que sur le plan interne. En effet, la situation politique française et la dégradation des comptes publics plus forte que prévue ont entraîné **une dégradation de la note de la France par 2 agences de notation courant 2024.**

2) Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2025

À la date de rédaction de ce rapport, les dispositions précises du PLF 2025 ne sont pas définies et de nombreuses incertitudes persistent, compte tenu du contexte politique national.

Alors que les contraintes financières du projet de loi de finances pour 2025 rendaient la préparation budgétaire une fois de plus complexe, **la motion de censure et l'arrivée d'un nouveau Gouvernement plongent les collectivités territoriales dans l'inconnue** des mesures envisagées à l'heure de boucler leur budget.

Pour le moment, la mise en œuvre des mesures prévues dans le PLF 2025 pour redresser les comptes publics, auxquelles le secteur public local devait initialement contribuer à hauteur de 5 milliards d'euros selon l'exécutif (montant ensuite réduit à 2 milliards par le Sénat) sont caduques. Le prochain Projet de Loi de Finances pourrait toutefois les réactiver.

Le premier projet présenté par le Gouvernement comportait des mesures visant à faire participer fortement les collectivités territoriales au redressement des comptes publics, notamment par :

- La mise en place d'un fonds de précaution pour les collectivités, alimenté par prélèvement sur les recettes fiscales des collectivités présentant un compte administratif avec un montant de dépenses réelles en

fonctionnement d'au moins 40 Millions d'euros, à l'exclusion des plus fragiles ;

- La réduction du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) avec la suppression de l'éligibilité au fonds des dépenses de fonctionnement et la baisse de 10 % du taux pour les dépenses d'investissement qui passerait de 16,404 % à 14,850 %.
- La réduction de 60 % des crédits alloués au fonds vert passant ainsi les fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires à un milliard d'euros contre 2,5 milliards en 2024.

En plus de ces mesures annoncées, le projet de loi prévoyait également d'alourdir cet effort en prévoyant le relèvement du taux de cotisation des employeurs territoriaux à la CNRACL de 3 % sur 4 ans.

Le discours de politique générale du nouveau Premier Ministre n'intégrait pas d'annonces fortes et l'inquiétude reste vive avec un Projet de Loi de Finances 2025 toujours en débat et une facture globale imposée aux collectivités territoriales de 2,2 milliards d'euros.

3) La loi spéciale

En l'absence désormais de PLF 2025, l'Assemblée Nationale a adopté le 16 décembre 2024, **la "loi spéciale"**, l'État fonctionnera avec cette loi spéciale, dont l'article principal permet à l'exécutif de lever les impôts sur la base des budgets votés l'an dernier pour 2024.
L'exécutif pourra ensuite engager des dépenses par décret, mais devra se contenter du "minimum de crédits" qu'il "juge indispensable pour poursuivre l'exécution des services publics". Les députés ont également adopté un amendement pour graver dans le texte les prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités.

Le Débat d'Orientation budgétaire 2025 proposé s'appuie sur un travail mené sans les mesures annoncées dans le premier Projet de Loi de Finances 2025 à l'exception de la revalorisation de la contribution patronale CNRACL et de la baisse du FCTVA. Par ailleurs, un principe de sécurité dans les orientations proposées a été appliqué dans le cadre de cette préparation budgétaire.

## Le contexte local

1) Relations financières avec la Communauté Urbaine « le Havre Seine Métropole »

### 1/ L'Attribution de Compensation (AC) :

Une modification de l'attribution de compensation en fonctionnement a été votée par la CU le 19/12/2024 et indique un montant provisoire au titre de l'année 2025 de 24 399 271 € soit une augmentation de 220 347 € par rapport à 2024.

Cette revalorisation intervient dans le cadre du processus d'harmonisation des taux de TEOM décidée par la CU et qui met ainsi fin en 4 ans à la compensation jusqu'à présent portée par la ville de Gonfreville l'Orcher. Cette compensation permettait d'alléger la contribution relative à la TEOM des gonfrevillais.

### 2/ La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) :

La DSC est un mécanisme de solidarité qui vise à reverser aux communes une partie du produit fiscal communautaire. En 2024, il a été retenu par la Communauté Urbaine un gel de la Dotation de Solidarité Communautaire. Le budget voté par la Communauté Urbaine intègre une reconduction du montant de la DSC 2024, à savoir 1 945 563 €. Depuis 2021, l'évolution de la DSC était basée selon la variation annuelle de l'indice des prix des dépenses communales.

### 3/ La Taxe Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) et la Redevance Spéciale (RS)

La fiscalité relative à la TEOM devrait augmenter de 4 millions d'euros sur 4 ans suite à la mise en œuvre de l'harmonisation des taux sur le territoire intercommunal.
La redevance spéciale, fiscalité relative à la TEOM, modifiée et augmentée en 2024 par la Communauté Urbaine dans le cadre de la mise en œuvre de l'harmonisation des taux sur le territoire intercommunal, sera finalement de nouveau appliquée selon les anciens critères en 2025. Par ailleurs, un réexamen de l'année 2024 est en cours d'étude par la CU.

### 4/ Fonds de concours à l'investissement

L'enveloppe 2025 est de de 2,9 millions avec la possibilité pour les communes d'affecter tout ou partie de la dotation accordée en fonds de concours pour des travaux de voirie.
Au titre de l'année 2025, la ville de Gonfreville l'Orcher sollicite la totalité de son enveloppe au titre du projet de rénovation du complexe sportif Maurice Baquet.

Le second fonds de concours en matière d'équipements sportifs est alloué pour une enveloppe de 0,8 million. La CU peut participer à hauteur de 12 % maximum du montant HT de l'opération.
Au titre de l'année, la ville a perçu 13 877 € de ce fonds de concours.
Un montant plus important est attendu courant 2025 dans le cadre du projet de rénovation du complexe sportif Maurice Baquet.

## 2) Relations financières avec le CCAS de la ville

Le budget principal de la commune verse annuellement une subvention au budget principal du CCAS et aux budgets annexes. Depuis 2021, cette subvention a augmenté de plus de 600 000 €.
Sur l'année 2024, le montant versé de subvention est de 2 650 000 €, soit une baisse de 250 000 € par rapport au montant 2023. Cette diminution s'explique notamment par la récupération, courant 2024, sur le budget de l'EHPAD, de

l'exonération de 3 années de taxe foncière et la mise en place de l'exonération à compter de 2024.
Cette baisse résulte également de la mise en place de la tarification sociale par la ville pour les prestations de restauration scolaire, des accueils périscolaires et du centre de loisirs, portée jusqu'alors par le CCAS.
Ainsi, pour les administrés, il n'est plus nécessaire d'effectuer une démarche auprès du CCAS pour connaître ses droits à l'aide sociale.

Toutes les structures du CCAS sont déficitaires, un total d'environ 1 M d'€ pour les résidences autonomies et l'EHPAD. Le prévisionnel de subvention 2025 est estimé à l'identique de 2024.

3) Relations financières SIEHGO

Le montant de la participation a diminué au titre de l'année 2024 et la contribution a été portée à 282 451 € en 2024 contre 342 365 € en 2023. Il est prévu de maintenir ce montant pour 2025.

4) Le budget annexe des transports

Subvention constante de l'ordre de près de 190 000 €.

En 2024, malgré un contexte budgétaire contraint, la ville de Gonfreville l'Orcher a tenu ses engagements budgétaires sur l'année 2024, en proposant aux Gonfrevillais une nouvelle tarification des prestations, un accueil de qualité avec la mise en place du Guichet Unique, le réaménagement de la médiathèque…

Le projet de Budget 2025 doit faire face aux défis d'un juste équilibre entre contraintes économiques, comme financières et poursuite de la mise en œuvre du programme municipal en faveur des administrés.

Les orientations données au Budget 2025 de la Ville de Gonfreville l'Orcher, témoignent de la volonté de la municipalité de poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement et l'optimisation des ressources tout en maintenant un service public de qualité pour lequel elle reste totalement mobilisée.
Service public qui permet d'accompagner les habitants au quotidien face aux différentes crises rencontrées depuis plusieurs années (COVID, logement, précarité énergétique, inflation...).

# RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE BUDGÉTAIRES

## I/ Le Fonctionnement

1. Les recettes réelles

Les recettes réelles 2024 de fonctionnement devraient afficher une légère hausse par rapport à 2023 pour s'établir à près de 45,15 M €, répartis sur les postes les plus remarquables, comme vu ci-après.

| | Rétrospective | | Prospective | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Atténuation de charges (chap 013) | 460 146 | 760 215 | 470 000 | 150 000 | 150 000 |
| Produits des services (chap 70) | 2 878 447 | 3 359 019 | 3 200 000 | 3 264 000 | 3 329 280 |
| Produit des contributions directes | 2 927 912 | 3 178 746 | 3 295 866 | 3 234 477 | 3 282 784 |
| Fiscalité transférée (art 7323) | 125 559 | 125 559 | 125 559 | 125 559 | 125 559 |
| Attribution de compensation (art 7321) | 23 958 577 | 23 958 577 | 24 178 924 | 24 399 271 | 24 619 271 |
| Dotations de solidarité communautaire (art 7322) | 1 851 154 | 1 945 563 | 1 945 563 | 1 945 563 | 1 945 563 |
| Taxes pour utilisation des services publics et du domaine (art 733 hors 7331) | 0 | 1 960 | 1 570 | 1 570 | 1 570 |
| Taxe sur les pylones (art 7343) | 96 028 | 100 736 | 110 600 | 112 812 | 115 068 |
| Taxe sur l'électricité (art 7351) | 151 896 | 222 665 | 183 829 | 183 829 | 183 829 |
| Taxes sur la publicité (art 7368) | 165 958 | 157 099 | 175 000 | 175 000 | 175 000 |
| Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381) | 520 392 | 499 148 | 178 000 | 200 000 | 200 000 |
| Autres taxes (Autres articles chap 73) | 2 025 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Impôts et taxes (chap 73)** | **29 799 501** | **30 190 051** | **30 194 911** | **30 378 081** | **30 648 644** |
| DGF, dotation forfaitaire (art 7411) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FCTVA (art 744) | 39 731 | 81 998 | 113 111 | 0 | 0 |
| Participations (art 747) | 481 683 | 520 296 | 537 000 | 490 000 | 490 000 |
| Compensations TFB Locaux industriels | 8 025 186 | 8 699 388 | 9 207 000 | 9 391 140 | 9 532 007 |
| Compensations fiscales (art 748 hors locaux industriels) | 95 130 | 155 857 | 104 000 | 104 000 | 104 000 |
| Dotation de compensation de la réforme de la TP - DCRTP (art 748313) | 29 725 | 29 725 | 14 580 | 0 | 0 |
| Autres dotations (autres articles chap 74) | 2 808 | 2 808 | 2 808 | 2 808 | 2 808 |
| **Dotations** | **8 674 263** | **9 490 072** | **9 978 499** | **9 987 948** | **10 128 815** |
| Autres produits de gestion courante (chap 75) | 608 111 | 1 029 005 | 1 300 000 | 750 000 | 750 000 |
| **Total des recettes de gestion courante** | **42 420 469** | **44 828 362** | **45 143 410** | **44 530 029** | **45 006 739** |
| Produits financiers (chap 76) | 30 | 51 | 30 | 30 | 30 |
| Produit des cessions d'immobilisations (art 775) | 415 057 | 96 525 | 7 000 | 0 | 0 |
| Produits exceptionnels (chap 77 hors 775) | 762 663 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Autres recettes d'exploitation** | **1 177 750** | **96 575** | **7 030** | **30** | **30** |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | **43 598 219** | **44 924 937** | **45 150 440** | **44 530 059** | **45 006 769** |

1.1 Les atténuations de charges Chapitre 013

Elles sont constituées des remboursements de l'assurance statutaire du personnel ou des indemnités journalières subrogées auprès de la Sécurité Sociale. Une baisse très significative, 290 000 € est intervenue au titre de l'année 2024, baisse qui s'explique par une diminution des remboursements de l'assurance statutaire du fait d'une redéfinition des garanties mises en place par l'assureur.

Un nouveau marché a été mis en place à compter du 1er janvier 2025. Celui-ci n'intégrera plus le risque maladie ordinaire et le congé maternité. Par ailleurs, une franchise importante a été retenue pour les autres risques.

**Hypothèses 2025 : Les recettes sont estimées à 150 000 €. En contrepartie, la prime d'assurance sur ce risque a été revue à la baisse.**

1.2 Les produits des services Chapitre 70

Malgré un contexte inflationniste, la ville souhaite rester sur un principe, appliqué depuis plusieurs années, de maintenir un taux de réévaluation de + 2 %, concernant les tarifs de ses services à la population.

**Hypothèses 2025 : les chiffres présentés pour l'année 2024 et les suivantes s'appuient sur le réalisé perçu 2024 à la date de rédaction de ce rapport.**

1.3 Les impôts et taxes

Pour l'exercice 2025, le produit des impôts et taxes devraient s'élever à 30 378 081 € et représente 68,2 % des recettes. Outre l'attribution de compensation d'un montant de 24 399 271 € évoquée dans le paragraphe concernant les relations avec le Havre Seine Métropole, ces recettes proviennent de la fiscalité directe et indirecte.

**a) La fiscalité directe**

La volonté de l'équipe municipale est de ne pas augmenter les taux d'imposition des taxes foncières, la variation de ce produit fiscal est liée, de par la loi, au coefficient d'actualisation forfaitaire des bases des locaux d'habitation qui est **estimé à 1,7 % pour 2025**.

| Taux votés | 2015 | 2016 à 2021 | 2022-2025 |
|---|---|---|---|
| Taxe d'habitation | 0,1 | 0,11 | 0,11 %<br>uniquement sur les résidences secondaires |
| Taxe foncière bâti | 0,18 | 0,19 | 0,44 |
| **Taxe foncière non bâti** | **0,29** | **0,3** | **0,3** |

b) La fiscalité indirecte

- La taxe sur les pylônes, en augmentation constante, il a été prévu une **hypothèse d'augmentation annuelle de 2 %.**

- La taxe sur l'électricité, depuis 2021, la taxe locale sur la consommation a été supprimée et intégrée progressivement à la taxe intérieure sur les consommations finales d'électricité (TICFE). La suppression s'étale sur 4 années.

Concernant la fraction perçue sur l'électricité, on constate une baisse de 40 000 € au titre de l'année 2024. Le principe retenu dans la projection budgétaire est une stabilité de cette recette, sur les chiffres de 2024.

- La taxe sur les publicités connaît une augmentation de 20 000 €. La collectivité doit mettre en place une dynamique pour suivre le recouvrement de cette taxe.

- La Taxe Additionnelle aux Droits de Mutation (DMTO) est liée aux changements de propriétaires de biens immobiliers sur la commune, elle dépend donc du marché immobilier et est très volatile.

On constate une baisse de 321 000 € au titre de l'année 2024 par rapport à 2023 et un réalisé 2024 à 178 000 €.

**Il convient donc de rester prudent sur les inscriptions budgétaires concernant cette taxe avec une inscription budgétaire à 200 000 €.**

1.4 Les dotations et participations

a) Les dotations

Ce chapitre intègre notamment les compensations de l'État relatives à la taxe d'habitation et à la compensation de l'exonération de la Taxe Foncière sur les propriétés Bâties pour les entreprises.

Pour rappel, la commune ne perçoit plus de Dotation Globale de Fonctionnement depuis 2016.

b) Le FCTVA

Le FCTVA sur les dépenses de fonctionnement perçue au titre de l'année 2024, représente une recette de 113 000 €. **La première loi de finance 2025 indiquait la fin du FCTVA concernant les dépenses de fonctionnement, cette hypothèse a donc été prise en compte dans la réflexion budgétaire 2025.**

c) Les participations

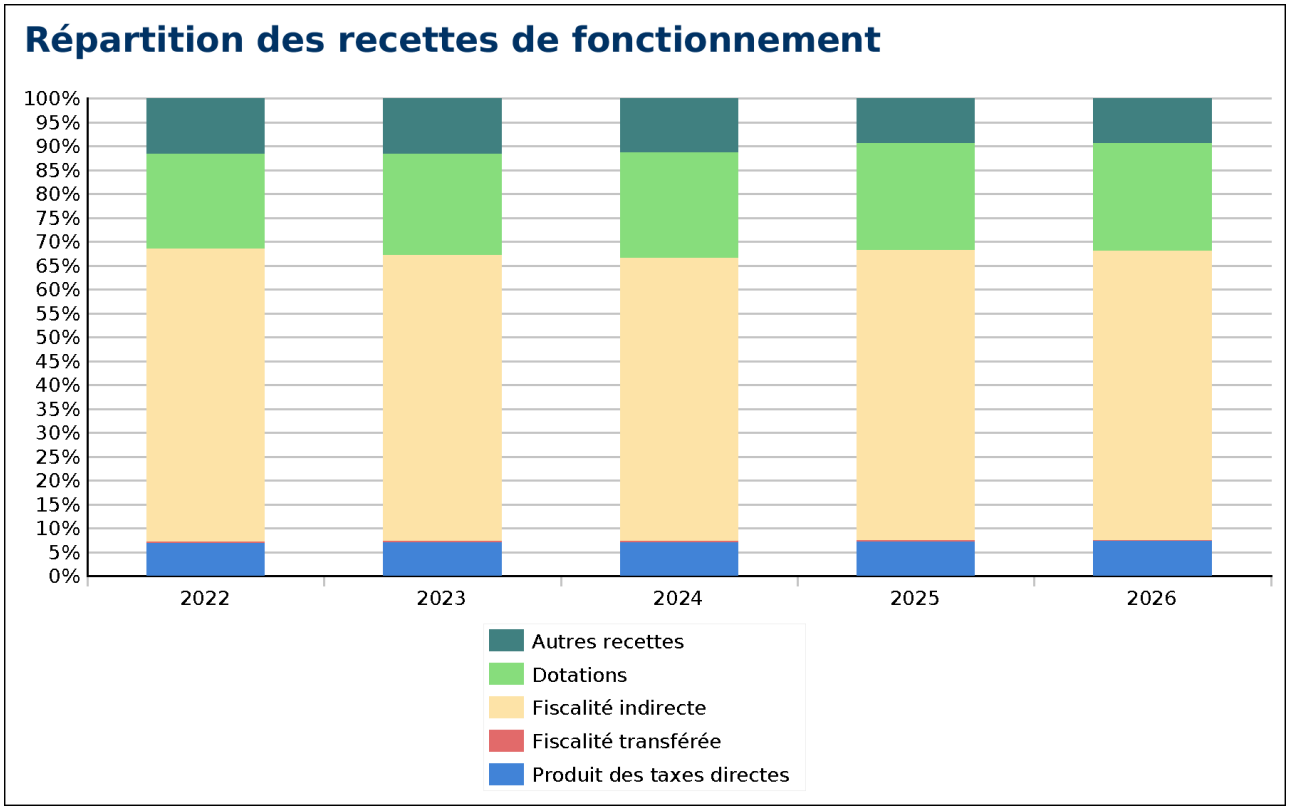
Incluent notamment la participation de la CAF, les subventions accordées au titre de la politique de la ville, le remboursement des frais scolarités concernant les enfants scolarisés n'habitant pas sur le territoire.

Sur l'année 2024, la commune a bénéficié du bonus territoire accordé par la CAF, en passant du contrat enfance jeunesse vers le Contrat Territorial Global ainsi que le passage du temps méridien sur les écoles en temps périscolaire.

Les prévisions 2025 sur cette partie sont assez prudentes car elles relèvent de la détermination de politiques publiques méconnues à ce jour.

1.5 Les autres produits de gestion courante sont constitués essentiellement des revenus locatifs.

Une erreur matérielle d'un montant de 617 000 € sur les sommes rattachées 2024, concernant les fluides 2023 rattachés, explique la baisse entre 2024 et 2025 sur ce chapitre. Par ailleurs, l'augmentation 2023 s'explique par le passage en M57 qui a entraîné la fusion des chapitres 77 et 75 dans le chapitre 75.




2. Les dépenses réelles

Le montant des dépenses réelles pour l'année 2024 est estimé à 38,56 M €. Il est à noter une forte baisse de ces dépenses, - 3,97 % en 2024 par rapport à 2023.

Les dépenses réelles de fonctionnement pour 2025 devraient augmenter d'environ 3,13 % par rapport à l'année 2024 et ainsi s'établir autour de 39,77 M €.

La répartition des principaux postes est établie comme suit :

| | Rétrospective | | Prospective | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Charges à caractère général (chap 011) | 9 318 053 | 10 553 898 | 9 700 000 | 9 845 500 | 9 993 183 |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012) | 21 269 038 | 21 734 637 | 21 872 000 | 22 922 335 | 23 322 335 |
| Autres reversements (autres art 739) | 3 306 | 9 101 | 0 | 0 | 0 |
| Contribution aux finances publiques (art 73916) | 922 467 | 922 467 | 922 467 | 922 467 | 922 467 |
| FPIC (art 739223) | 453 081 | 371 199 | 309 618 | 309 618 | 309 618 |
| **Atténuation de produit (chap 014)** | **1 378 854** | **1 302 767** | **1 232 085** | **1 232 085** | **1 232 085** |
| Contingents et participations obligatoires (autres articles 655) | 342 365 | 342 365 | 282 451 | 282 451 | 282 451 |
| Subventions versées (art 657) | 5 153 365 | 4 979 396 | 4 890 000 | 4 890 000 | 4 890 000 |
| Autres charges de gestion courante (autres articles 65) | 234 185 | 863 506 | 285 000 | 285 000 | 285 000 |
| **Autres charges de gestion courante (chap 65)** | **5 729 915** | **6 185 267** | **5 457 451** | **5 457 451** | **5 457 451** |
| **Total des dépenses de gestion courante** | **37 695 860** | **39 776 568** | **38 261 536** | **39 457 371** | **40 005 054** |
| Intérêts de la dette (art 66111) | 451 408 | 391 824 | 324 349 | 329 835 | 421 896 |
| Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112) | -15 629 | -15 187 | -22 934 | -17 155 | -22 661 |
| Charges exceptionnelles (chap 67) | 526 768 | 5 681 | 500 | 500 | 500 |
| **Sous-total charges d'exploitation** | **962 547** | **382 318** | **301 915** | **313 180** | **399 735** |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | **38 658 407** | **40 158 886** | **38 563 451** | **39 770 551** | **40 404 789** |

2.1 Les charges à caractère général

Les charges à caractère général inscrites au budget prévisionnel 2024 s'élevaient à 10 981 586 M €. Le montant du compte administratif estimé prévisionnel est moindre.

Une baisse d'environ 8 % de charges à caractère général par rapport à 2023 est liée notamment à la baisse du coût des fluides et à un suivi accru des dépenses. L'année 2023 avait connu une forte augmentation résultant de la hausse des coûts de l'énergie.

En terme d'assurance les difficultés persistent, les primes et franchises continuent de grimper, tandis que certaines collectivités peinent toujours à trouver un assureur. Au titre de l'année 2025, le montant des primes d'assurance sera multiplié par 2 passant de 149 436 € au BP 2024 à près de 300 000 € au titre de l'année 2025. À titre d'exemple, on constate + 274,26 % sur les dommages aux biens, + 329,25 % pour la Responsabilité Civile et 134,58 % sur la protection juridique.

Par ailleurs, l'année 2024 a été marquée par le renouvellement du contrat d'énergie qui aura effet au 1er janvier 2025 avec une baisse de 25 % sur le gaz et l'électricité.

**Pour l'année 2025 et les suivantes, le chapitre 011 doit avoir une augmentation contenue d'un peu plus de 1,5 %.**

2.2 Les charges de personnel

Les charges de personnel au budget 2024 s'élevaient à 23 461 535 M €, le montant prévisionnel au CA 2024 se situe à 21 871 309 M €.
Le budget 2024 a intégré le versement de la prime inflation, 2 tours d'élections supplémentaires mais a été contenu par des postes vacants non pourvus ou non remplacés, un contrôle accru sur les heures supplémentaires, le non renouvellement du versement de la GIPA, une baisse des remplacements des agents absents, la retenue des jours de grève 2023 impactés sur l'année 2024.

Pour rappel, depuis juillet 2022, la croissance de la masse salariale a amorcé une hausse importante sous l'effet du dégel du point d'indice (+ 3,5 % au 1er juillet 2022 et + 1,5 % pour 2024 et 5 points d'indice). Pour rappel, la dernière revalorisation datait de février 2017 après 6 ans de gel.

À ces mesures se sont ajoutées 6 revalorisations successives de la valeur du SMIC sur la période mai 2022 - novembre 2024.
Ces revalorisations sont positives pour les agents mais ont un réel impact pour la collectivité sans être compensées par l'État. Aussi, différents axes de travail ont été mis en place pour contenir l'évolution de la masse salariale sur les années à venir : réflexion pour la mise en place d'actions pour diminuer l'absentéisme, une attention sur la réalisation des heures supplémentaires et un gel partiel des recrutements.

La collectivité est restée dans une dynamique positive concernant l'évolution de carrière des agents avec, en 2024, 8 agents nommés suite réussite à concours, 31 agents qui ont bénéficié d'un avancement de grade ou d'une promotion interne.
Par ailleurs, le RIFSEEP a été revu en janvier 2021 afin de redéfinir le niveau d'attribution pour chaque agent en prenant en référence la fiche métier. Des sujétions ont également été déterminées.
Enfin, 17 agents du service entretien des locaux et du service des sports ont bénéficié d'une augmentation de leur volume horaire hebdomadaire passé de 20 à 28 heures pour 14 agents et de 20 à 35 heures pour 3 agents.

L'évolution de l'organisation des services est aujourd'hui bien avancée et peu de postes sont aujourd'hui non pourvus. Aussi, outre l'impact cumulé des différentes mesures évoquées ci-dessus, la prospective de masse salariale 2025 est une stabilité de ce chapitre par rapport au budget initial 2024 qui doit tenir compte :
- Du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) correspondant aux avancements d'échelon, de grade et à la promotion interne, - des départs à la retraite : 11 identifiés à ce jour sur l'année 2025,
- De la maîtrise de l'absentéisme
- De la maîtrise des heures supplémentaires,
- D'une augmentation du taux de la CNRACL : un projet de décret prévoyait que le taux de cotisations d'assurance vieillesse applicable aux rémunérations versées aux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers seraient 34,65 % en 2025, 37,65 % en 2026, 40,65 % en 2027 et 43,65 % en 2028. À titre indicatif, ce dispositif représente, chaque année, une augmentation incompressible de 360 000 €. Cette hypothèse a été retenue dans le cadre de la préparation budgétaire présentée.

Pour 2025, la maîtrise des dépenses de fonctionnement implique un pilotage encore plus fin de la masse salariale. Mais comme pour l'exercice précédent, les obligations réglementaires qui s'appliquent représentent une part importante et contribuent à l'augmentation de la masse salariale de la Ville.

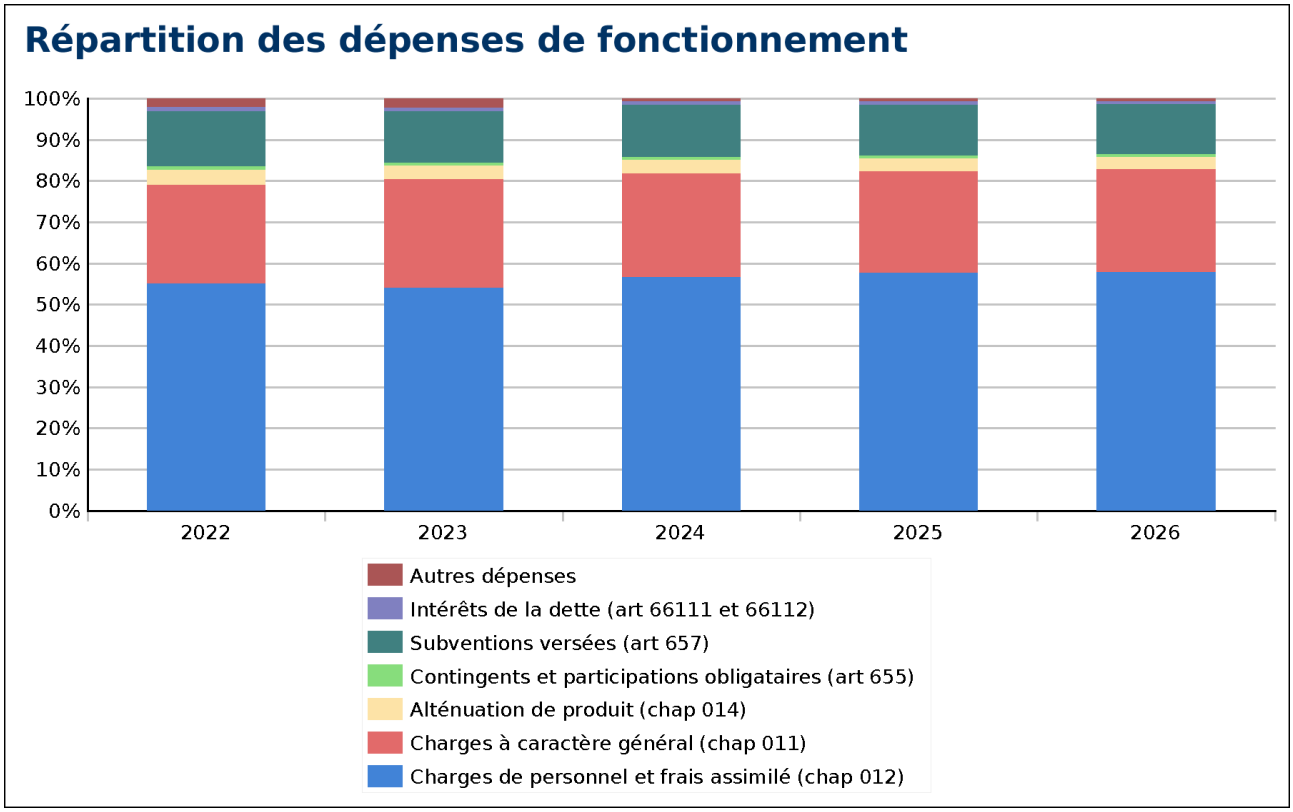
En parallèle, ce chapitre intègre une diminution de 320 000 € liée à la prime d'assurance sur les risques statutaires. L'orientation est désormais d'être en auto-assurance pour la maladie ordinaire et la maternité, et l'application de franchises plus importantes.

2.3 Atténuation de produit (Chapitre 014)
- La contribution au redressement des finances publiques dont le montant reste au niveau de 922 467 €, montant identique depuis 2016.
Pour rappel, Gonfreville l'Orcher est la 7ème ville de France la plus contributrice au redressement des finances publiques de l'État.

- Le FPIC sous système dérogatoire, dont le montant baisse depuis 2023.

2.4 Les autres charges de gestion courante (Chapitre 65)
Diminution de ce chapitre en 2024 du fait de la baisse des subventions et contributions du CCAS et SIEHGO évoqués plus haut. **La tendance 2025 sera donc un montant équivalent à celui de 2024.**

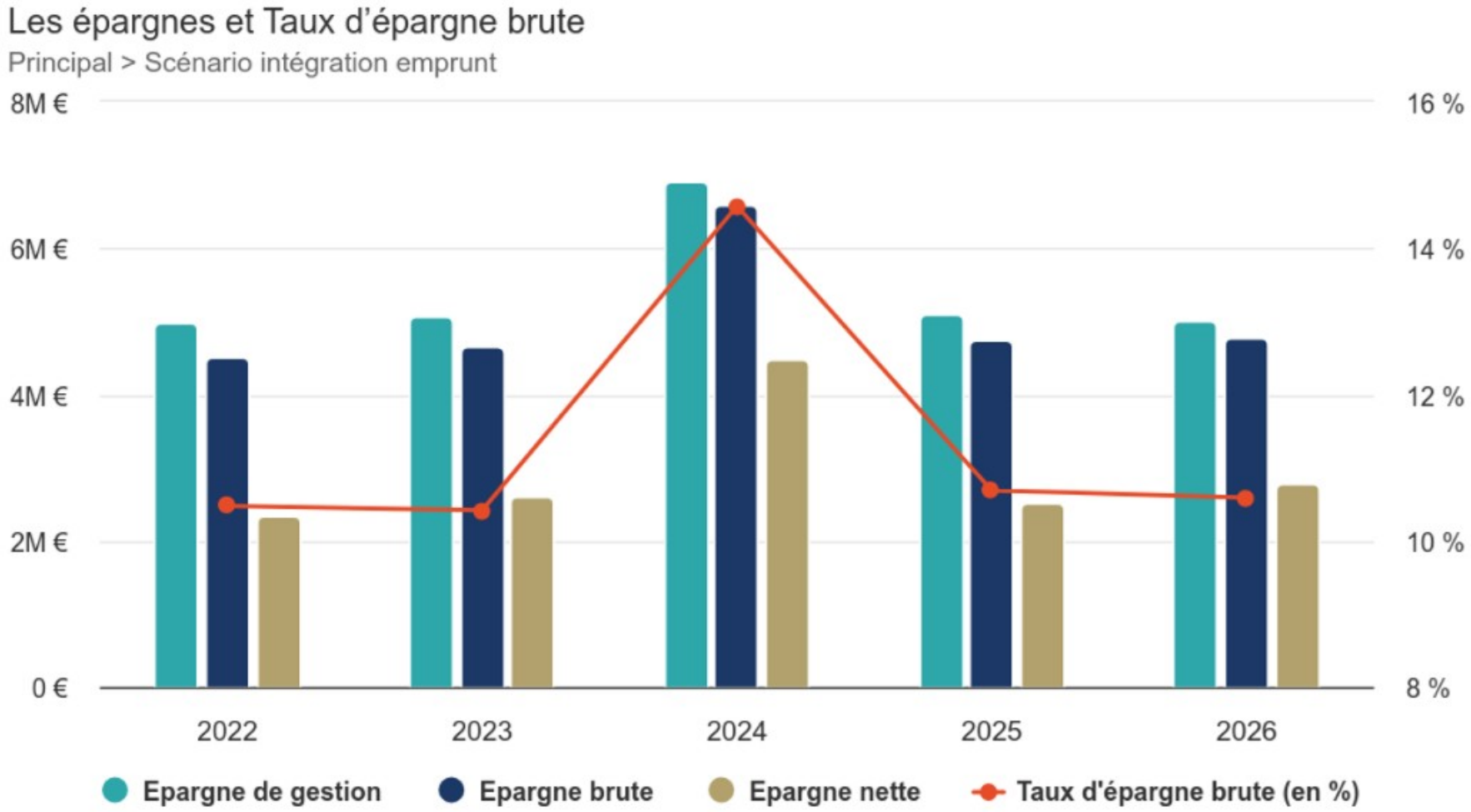
2.5 Les intérêts de la dette
Ils ont baissé en 2024 mais repartent à la hausse avec les emprunts à venir pour financer les investissements en cours qui auront un impact connu selon les taux d'intérêt au moment de la contractualisation.




En dépenses de fonctionnement, la cible est de ne pas dépasser 40 M € afin de pouvoir obtenir un autofinancement permettant le financement des projets de la ville.

3. Évolution de la Capacité d'autofinancement
L'épargne brute, appelée aussi « capacité d'autofinancement » (CAF) correspond à la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Cet excédent récurrent permet à une collectivité locale de :
- Faire face au remboursement de sa dette en capital,
- Financer tout ou partie de ses investissements.
L'épargne brute est donc un outil de pilotage incontournable du budget puisqu'elle permet de déterminer la capacité à investir de la collectivité.

Le graphique ci-dessous expose l'évolution des épargnes et taux d'épargne brute sur la période 2022-2026.




**Épargne de gestion =** Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

**Épargne brute =** Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette.

**Épargne nette =** Épargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

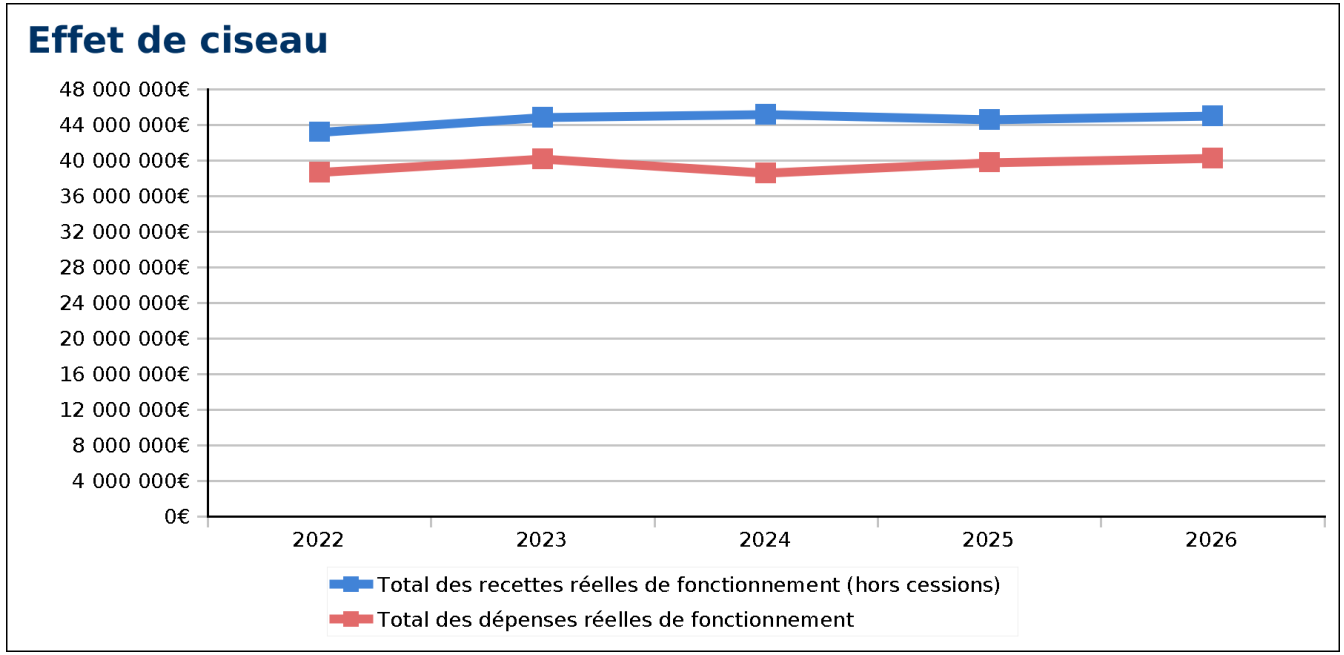
L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|
| Épargne brute | 4 524 755 | 4 669 526 | 6 579 989 | 4 759 508 | 4 766 625 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 10,48 % | 10,42 % | 14,58 % | 10,69 % | 10,59 % |

L'orientation souhaitée est de parvenir à une épargne nette oscillant aux alentours de 5 à 6 M €.

L'épargne brute de Gonfreville l'Orcher est de 515,32 € par habitant. La moyenne pour les villes appartenant à la strate 5 000 à 9 999 habitants est de 222,83 € par habitant.

**Effet de ciseau :** Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.




Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

# II/ L'investissement

## 1. Les projets – Dépenses

| | Rétrospective | | Prospective | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204) | 5 277 616 | 5 362 022 | 6 227 500 | 13 089 902 | 8 290 162 |
| Subventions d'équipement (art 204) | 1 008 391 | 996 691 | 995 161 | 995 161 | 995 161 |
| **Sous-total dépenses d'équipement** | **6 286 007** | **6 358 713** | **7 222 661** | **14 085 063** | **9 285 323** |
| Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645) | 2 169 558 | 2 058 922 | 2 102 763 | 2 227 945 | 2 137 243 |
| Autres investissements hors PPI | 1 579 | 1 429 | 17 369 | 17 369 | 17 369 |
| Autres immobilisations financières (chap 27) | 343 514 | 218 280 | 200 455 | 100 000 | 0 |
| Opérations pour compte de tiers en dépense (chap 45) | 46 687 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Capacité d'investissement résiduelle | 0 | 0 | -13 012 | 0 | 1 932 |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | **8 847 345** | **8 637 345** | **9 530 236** | **16 430 376** | **11 441 867** |

Pour 2025, les dépenses d'investissement sont de 13 089 902 € soit une hausse de 110 % par rapport au Budget 2024 estimé réalisé à ce jour.

Tel que présenté dans le Rapport d'Orientation Budgétaire 2024, il convient de rappeler que les dépenses d'investissement devront être contenues. L'objectif est une enveloppe maximale de 13 millions d'euros.

L'attribution de compensation auprès de la CU est d'un montant de 995 161 € et restera identique jusqu'à 2026.

Le PPI comprend les investissements récurrents, tels que des travaux sur l'espace public ou des travaux dans les bâtiments existants, ainsi que les investissements correspondants à des projets et/ou équipements nouveaux.
En outre, la Ville poursuit la rénovation de son patrimoine vieillissant et les travaux d'aménagement de l'espace public, dans une optique de transition écologique.
En 2025, les dépenses principales porteront sur un des projets phare de la mandature, la reconstruction de l'équipement sportif du complexe Maurice Baquet qui a débuté au 2ème semestre 2024. La majeure partie de l'investissement se réalisera sur l'année 2025 avec un prévisible sur l'opération de 8 105 600 €.

Les principales dépenses d'équipement de 2024 correspondent à :

| | 2024 |
|---|---|
| | |
| HÔTEL DE VILLE – GUICHET UNIQUE | 644 000 |
| Reconstruction de l'équipement sportif - complexe Maurice BAQUET | 730 000 |

| | 2024 |
|---|---|
| Aménagement Square TELTOW | 50 000 |
| Changement des sources lumineuses | 433 000 |
| Étanchéité Maternelle Jean Jaurès | 83 500 |

Investissements à venir

| | 2025 | 2026 |
|---|---|---|
| Cadre de vie : | | |
| Aménagements extérieurs du quartier H. BARBUSSE | 288 000 | 2 581 200 |
| Aménagement de la promenade Nelson Mandela | 130 000 | 130 000 |
| Environnement : | | |
| Changement des sources lumineuses | 450 000 | 450 000 |
| Sport et associations : | | |
| Reconstruction de l'équipement sportif - complexe Maurice BAQUET | 8 105 600 | 698 962 |
| Maison des associations | 50 000 | 350 000 |
| Enfance/ jeunesse / vie scolaire : | | |
| Études rénovation école(étude thermique et traitement de l'air) | 50 000 | 150 000 |
| Périscolaire GOURNAY | 235 000 | 0 |
| Reconstruction du Centre de loisirs René CANCE | 20 000 | 150 000 |
| Rénovation Office Langevin Wallon | 60 000 | 400 000 |
| | | |
| Maison Jean Jaurès et Salle des fêtes | 120 000 | 120 000 |
| **Total** | **9 508 600** | **5 030 162** |

Concernant les investissements relatifs à l'équipement des services, l'enveloppe dédiée est établie à 3 M d'€. Elle pourra être revue à la baisse, selon les opérations d'investissement en cours.

## 2. Les recettes réelles

Le financement des investissements sur le budget principal se fait par le biais de quatre recettes :

- L'autofinancement évoqué plus haut
- Les ressources propres telles que le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur ajoutée
- Les recettes en provenance des tiers (subvention, taxe d'aménagement…)
- L'emprunt

| | Rétrospective | | Prospective | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| FCTVA (art 10222) | 629 512 | 1 044 968 | 577 486 | 898 630 | 617 276 |
| Taxe d'urbanisme (art 10223 à 10226) | 57 706 | 493 623 | 447 919 | 40 000 | 40 000 |
| Subventions perçues liées au PPI (chap 13) | 847 552 | 0 | 19 877 | 2 421 362 | 2 665 506 |
| Autres immobilisations financières (chap 27) | 385 713 | 401 622 | 227 000 | 0 | 0 |
| Opérations pour compte de tiers en recette (chap 45) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres recettes | 422 | 18 937 | 0 | 0 | 0 |
| **Sous-total des recettes d'investissement** | **1 920 906** | **1 959 149** | **1 272 282** | **3 359 992** | **3 322 782** |
| Emprunts déjà souscrits | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts en cours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emprunts prospective (art 16 hors 166) | 0 | 0 | 0 | 4 704 130 | 2 575 464 |
| Opérations afférentes aux lignes de trésorerie (art 16449) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | **1 920 906** | **1 959 149** | **1 272 282** | **8 064 122** | **5 898 246** |

### 2.1 Les ressources propres d'investissement

Ces ressources sont estimées à près de 3 359 992 €, il s''agit notamment du FCTVA et de la taxe d'urbanisme.

Concernant le FCTVA on constate une forte baisse en 2024, le montant perçu est de 577 486 €. Compte tenu des investissements réalisés sur l'année 2023 un montant plus important, estimé à 898 630 € serait à percevoir au titre de l'année 2025.

Il convient de rester prudent sur les prévisions car la première loi de finances prévoyait la baisse de 10 % du taux pour les dépenses d'investissement qui passerait ainsi de 16,404 % à 14,850 %

Après une augmentation importante en 2023, la taxe d'urbanisme est restée sur la même lignée mais pourrait redescendre en 2025 : l'hypothèse de travail retenue est de rester prudent sur les montants inscrits.

### 2.2 Les subventions d'investissement

Le montant des subventions d'investissement reçues, avoisinerait les 2,42 M € au BP 2025. Celles-ci seront versées en fonction de l'état d'avancées des travaux subventionnables réalisés.

2.3 L'emprunt

Il constitue la variable d'ajustement du financement des dépenses d'investissement hors dette. Associé au montant des subventions d'investissement, il finance les dépenses d'équipement.

La mobilisation d'un nouvel emprunt a été réalisée fin 2024, une première levée de fonds sera réalisée courant du 1er trimestre 2025 pour un montant de 4 704 130 € et sera ajustée en fonction des réalisations effectuées courant 2025.

# III/ La structure de la dette

Au 31/12/2024, le Capital Restant Dû (CRD) de la commune s'élevait à 9 236 522 M €. Le ratio de désendettement est de 1,4 ans.

Le ratio de capacité de désendettement est l'indicateur de solvabilité le plus communément utilisé par les collectivités. Il rapporte le stock de dette à l'épargne brute et indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser sa dette, en supposant qu'elle y consacre toute son épargne.

1. La structure

Au 1er janvier 2025, la dette de la Ville sera constituée de 10 emprunts bancaires souscrits auprès de 6 prêteurs. Un emprunt arrive à échéance fin 2025.

En matière de risque, le stock de dette est relativement sécurisé avec 95,26 % d'emprunts à taux fixe et 4,74 % de taux variable. La collectivité ne possède pas d'emprunt à risques.

**Le taux d'intérêt moyen est de 2,88 %.**

2. Les perspectives à fin 2025

La mobilisation de l'emprunt contracté fin 2024 interviendra courant du 1er trimestre 2025 pour un montant initial de 4 704 130 € avec une possibilité de mobiliser une somme complémentaire d'ici la fin de l'exercice en fonction des dépenses d'équipement. Les intérêts sur la partie fonctionnement et le remboursement de capital sur la partie investissement seront alors en hausse.

Le Capital Restant Dû prévisionnel au 31 décembre 2025 devrait s'élever à 11 712 707 M €. Le ratio de désendettement sera alors de 2,5 ans.

À titre de comparaison, le délai de désendettement des communes appartenant à la strate 5 000 – 9 999 habitants est de 3,9 ans.

# IV/ La présentation des engagements pluriannuels

Ci-dessous sont présentées les AP/CP prévisionnels 2024 et qui seront maintenues pour 2025. Les autres opérations sont clôturées soit car les opérations sont comptablement terminées, soit les projets mis en suspend ou redéfinis dans leur mode de financement. Des nouvelles AP/CP seront mises en place au fur et à mesure des besoins. En fonction des besoins exprimés, les AP/CP seront ajustées si nécessaire.

| | | | | Montant des CP | | | Mouvements de crédits 2024 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Code** | **Libellé** | **Montant de l'AP** | **Réalisé Antérieur à 2024** | **2 024** | **2 025** | **2026 et suivants** | **Mandats** | **Engagements Non Soldés** |
| 0101 | ECOLE J. EBERHARD - RENOVATION | 11 022 838,90 | 11 022 838,89 | | | | | 10 295,11 |
| 0103 | AMENAGEMENT DU QUARTIER H. BARBUSSE | 3 260 000,00 | 325 550,47 | 100 000,00 | 500 000,00 | 2 334 449,53 | | |
| 0106 | AMENAGEMENT QUARTIER PABLO PICASSO | 1 700 000,00 | 1 505 266,67 | | 194 733,33 | | | 1 439,97 |
| 0109 | HAMEAU DE GOURNAY - RESTRUCTURATION | 55 000,00 | 29 580,00 | | 25 420,00 | | | |
| 1703 | AMENAGEMENT PROMENADE N. MANDELA | 500 000,00 | 20 000,00 | | 255 000,00 | 225 000,00 | | |
| 1706 | AMENAGEMENT DU LOCAL TERTIAIRE EN ECOLE DE MUSIQUE | 532 650,06 | 532 650,06 | | | | | 13 335,83 |
| 1708 | HOTEL DE VILLE - GUICHET UNIQUE | 761 236,00 | 711 236,00 | 151 000,00 | | | 644 120,98 | 440 510,85 |
| 1709 | RENOVATION TRIBUNE M. BAQUET-TOUR DE CHRONOMETRAGE | 6 372 395,00 | 1 426 934,30 | 2 500 000,00 | 2 000 000,00 | 445 460,70 | 664 337,57 | 1 550 592,78 |
| 9015 | ABORD COLLECTIF TELTOW/1ERMAI | 9 002 931,04 | 9 002 925,04 | | | | 50 174,46 | |
| 9074 | Centre de loisirs / centre d'hébergement | 4 000 000,00 | 70 040,68 | 100 000,00 | 2 000 000,00 | 3 369 959,32 | | |
| | | | | | | | | |
| | TOTAL | | | **2 851 000,00** | **4 975 153,33** | **6 374 869,55** | **1 358 633,01** | **2 016 174,54** |

## V. FISCALITÉ

| | Rétrospective | | Prospective | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| **Taxe d'habitation** | | | | | |
| Base nette imposable taxe d'habitation sur les Résidences Secondaires | 82 489 | 175 240 | 163 000 | 166 260 | 168 754 |
| Taux taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires | 11,0000% | 11,0000% | 11,0000% | 11,0000% | 11,0000% |
| Produit de la taxe d'habitation sur les Résidences Secondaires | 9 074 | 19 276 | 17 930 | 18 289 | 18 563 |
| **Taxe sur le foncier bâti** | | | | | |
| Base nette imposable taxe foncière sur le bâti | 34 330 958 | 36 723 619 | 37 982 000 | 38 741 640 | 39 322 765 |
| Taux taxe foncière sur le bâti | 44,3100% | 44,3100% | 44,3100% | 44,3100% | 44,3100% |
| Produit de la taxe foncière sur le bâti | 2 993 631 | 3 141 856 | 3 139 350 | 3 202 137 | 3 250 169 |
| **Taxe sur le foncier non bâti** | | | | | |
| Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti | 42 480 | 44 830 | 46 700 | 46 700 | 46 700 |
| Taux taxe foncière sur le non bâti | 30,0900% | 30,0900% | 30,0900% | 30,0900% | 30,0900% |
| Produit de la taxe foncière sur le non bâti | 12 782 | 13 489 | 14 052 | 14 052 | 14 052 |
| **Produit des taxes directes (73111)** | **3 015 487** | **3 174 622** | **3 171 332** | **3 234 477** | **3 282 784** |

Depuis la disparition de la taxe d'habitation celle-ci est compensée par l'État. Cette compensation ne doit pas connaître de baisse sur la période de référence.

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires est apparue avec la fin de la taxe d'habitation.

Concernant la taxe foncière, (bâti et non bâti) son taux a été augmenté de la part de la taxe foncière dévolue auparavant au Département depuis 2021. Toutefois un coefficient correcteur est appliqué pour ne pas faire varier les recettes de la taxe foncière de plus ou moins 10 %. À ce jour le coefficient pour la Ville est de 0,474188 et ne devrait pas être modifié dans la période.

Les bases d'imposition de la taxe foncière « bâti » ont fortement diminué en 2021 avec l'exonération de 50 % de cette dernière pour les établissements industriels, désormais compensées sans pouvoir de taux sur cette compensation mais une évolution liée à la revalorisation des bases de la valeur locative, 1,7 % en 2025.

L'effort fiscal est un indicateur permettant d'évaluer la pression fiscale sur les contribuables de la commune. Plus le ratio augmente, plus la pression fiscale est élevée.

**La Ville a encore des marges de manœuvre importantes dans l'augmentation de ses taux de fiscalité.**

# VI/ Le budget Annexe des Transports

## Les activités de transport sont :

● Ramassage scolaire matin / soir sur 2 circuits,

● Les transports dans le cadre des activités scolaires : médiathèque, la visite des expositions à l'espace culturel, sorties dans l'agglomération, sorties scolaires de fin d'année...

● Les sorties piscine pour toutes les écoles de la ville (subvention financière CU).

● Tous les mercredis et les vacances scolaires les transports sont attribués aux ramassages et aux activités du centre de loisirs de la ville.

● Les sorties des seniors des 2 résidences autonomie de la ville.

● Les sorties des associations et clubs sportifs de la ville.

## Les moyens dédiés à la mission sont les suivants :

2 cars : 55 places et 33 places

2 agents à temps plein et 1 agent à 8,45 heures semaine.

Les cars actuellement en circulation ont été acquis début 2013. les dépenses d'investissement correspondent à l'affectation de leur amortissement s'élevant à 2 900 €.

En moyenne les cars parcours 16 000 km par an chacun.

Le coût total de fonctionnement est estimé pour une année à environ 190 000 €.

Ce budget annexe ne comporte aucun emprunt.

Aucun investissement conséquent n'est prévu sur ce budget en 2025, toutefois les excédents cumulés permettent l'achat d'un nouveau véhicule au besoin.

Il est envisagé pour l'exercice 2025 d'inscrire au budget primitif une subvention d'équilibre à hauteur de 190 000 €. La Chambre Régionale des Comptes ayant rappelé lors de son contrôle que cette subvention est une subvention d'équilibre qui doit être adaptée aux besoins réels du budget annexe.